

1. Une génération entre antagonisme et réconciliation: les acteurs politiques et diplomatiques de la relation franco-allemande

Le rôle des hommes, capital au début de l'entreprise franco-allemande, tend à s'effacer devant ce qui apparaît maintenant à tous comme une nécessité intrinsèque.
François Puaux

Interessen (materielle und ideelle), nicht Ideen, beherrschen unmittelbar das Handeln der Menschen.
Aber die »Weltbilder«, welche durch »Ideen« geschaffen wurden, haben sehr oft als Weichensteller die Bahnen gestimmt, in denen die Dynamik der Interessen das Handeln fortbewegte.
Max Weber

Après la Seconde Guerre mondiale, le rapprochement entre la France et l'Allemagne a été l'œuvre d'hommes convaincus de sa nécessité. Les acteurs politiques et diplomatiques, qui occupent dans les années 1960 des postes à responsabilité et disposent de la légitimité constitutionnelle et démocratique pour conduire l'action extérieure de leur pays, sont amenés à façonner les relations entre la France et l'Allemagne dans le sens de l'entente et à mettre en œuvre le traité de coopération signé le 22 janvier 1963 à Paris par Charles de Gaulle et Konrad Adenauer.

Trois catégories d'acteurs jouent à cet égard un rôle prééminent. La première catégorie est celle des chefs d'État et de gouvernement, représentés par Charles de Gaulle (1958–1969)¹, Ludwig Erhard (1963–1966) et Kurt Georg Kiesinger (1966–1969), qui déterminent les grandes orientations politiques de leur pays. La seconde est celle des ministres des Affaires étrangères: Maurice Couve de Murville (1958–1968), Michel Debré (1968–1969), Gerhard Schröder (1963–1966) et Willy Brandt (1966–1969), qui mettent en œuvre la politique étrangère. La dernière catégorie est celle des ambassadeurs, incarnée par Roland de Margerie (1962–1965), François Seydoux (1958–1962, 1965–1970), Manfred Klaiber (1963–1968) et Sigismond von Braun (1968–1970), qui représentent leur pays à l'étranger. Ces hommes, dont les dates de naissance s'échelonnent de la fin du XIX^e siècle au début de la Première Guerre

¹ Les dates indiquées entre parenthèses sont celles de leur mandat politique ou mission diplomatique.

mondiale, appartiennent à une même génération qui est à la fois l'héritière de l'antagonisme franco-allemand et l'instrument de la réconciliation entre les deux pays. Ces acteurs, qui ont par ailleurs souvent laissé une riche documentation², sont en outre des contemporains de certains de ces hommes qui ont fait l'Europe. Ils sont aussi ceux qui incarnent, aux yeux de l'opinion publique et des médias, le couple franco-allemand.

Depuis les travaux pionniers de Karl Mannheim³, le concept de génération a conduit sociologues et historiens à s'intéresser à l'influence d'événements marquants sur le comportement et la socialisation politique d'un ensemble d'individus. Traditionnellement, le terme de «génération» renvoie à un groupe de personnes sensiblement du même âge partageant une destinée commune, confrontés aux mêmes problèmes historiques, et participant aux courants sociaux et intellectuels de leur époque⁴. La notion de génération apparaît utile pour comprendre les relations complexes entre facteur générationnel et ruptures historiques telles que la réconciliation entre la France et l'Allemagne. La valeur heuristique de l'approche générationnelle a d'ailleurs été démontrée par plusieurs études historiques récentes⁵. Appliquée aux relations franco-allemandes, la clé générationnelle permet d'étudier les expériences de ces hommes et leurs rapports au pays voisin afin de mieux cerner les ressorts socio-biographiques de la réconciliation bilatérale et d'en éclairer un aspect encore très peu exploré.

Ce chapitre examine les biographies et carrières de cette génération afin de déterminer comment l'environnement social et familial, la formation, les expériences personnelles, ont façonné voire transformé sa perception du pays voisin et, par conséquent d'appréhender quand, comment et pourquoi les responsables français et allemands ont choisi après 1945 de suivre la voie de l'entente. L'étude de l'influence de la guerre, ou plutôt des guerres franco-allemandes, constitue la première focale de ce chapitre. Expérience commune à toute cette génération, la guerre apparaît fondatrice d'un système de références partagées, et créatrice d'une identité générationnelle par-delà la diversité des expériences personnelles. La seconde partie de ce chapitre analyse les autres facteurs socioculturels, tels que les études, les connaissances linguistiques, la

² Au contraire des acteurs administratifs, dont le cursus et le rôle, bien que souvent tout aussi importants encore que moins spectaculaires, sont moins aisés à reconstituer en raison du manque de sources.

³ Karl MANNHEIM, *The Problem of Generations*, dans: *Essays on the Sociology of Knowledge*, Londres 1959.

⁴ Cf. Marc DEVRIESE, *Approche sociologique de la génération*, dans: *Vingtème siècle 22* (1989), p. 11–16, ici p. 13.

⁵ Voir notamment Heinz BUDE, *the German Kriegskinder: Origins and Impact of the Generation of 1968*, dans: Mark ROSEMAN (dir.), *Generations in Conflict: Youth Revolt and Generation Formation in Germany*, Cambridge 1995, p. 1770–1968; Dirk MOSES, *The Forty-Fivers. A Generation Between Fascism and Democracy*, dans: *German Politics and Society 17/1* (1999), p. 94–126; Stephen LOVELL (dir.), *Generations in Twentieth-Century Europe*, Basingstoke 2007.

religion, qui, outre la guerre, ont pu influencer la socialisation politique de ces hommes et leurs représentations du pays voisin, et ont pu favoriser ou, au contraire, entraver, le cheminement qui les amène à penser et concevoir les relations franco-allemandes non plus en terme d'inimitié mais de coopération.

1.1 Les guerres franco-allemandes comme expérience générationnelle

Étudier les relations franco-allemandes qui suivent 1945 ne peut se faire sans poser la problématique de la guerre. La rivalité séculaire entre la France et le Reich allemand pour la suprématie politique et géographique en Europe et trois guerres successives entre 1870 et 1945 ont façonné la mémoire collective des deux peuples et figé les relations franco-allemandes en une inimitié qualifiée d'héritaire. À ce titre, les hommes qui occupent des responsabilités politiques et diplomatiques dans les années 1960 sont les héritiers directs de cet antagonisme, dont ils ont subi l'influence pendant l'enfance, les années de formation et une partie de leur vie professionnelle. De part et d'autre du Rhin, la guerre est une expérience historique pour toute cette génération⁶.

La guerre est tout d'abord une expérience héritée. La famille étant l'un des principaux vecteurs de comportements, sentiments et attitudes hérités, le milieu social et l'environnement familial jouent un rôle important dans la transmission mémorielle des guerres franco-allemandes et les représentations du pays voisin qui en découlent. Selon Herbert Hyman, les orientations politiques individuelles sont d'ailleurs essentiellement le produit de l'éducation familiale⁷. Or, la plupart des hommes occupant des fonctions politiques ou diplomatiques dans les années 1960 ont été élevés avec le souvenir, entretenu par la tradition familiale et l'école, de la guerre franco-prussienne de 1870-1871. Ce conflit est notamment très présent durant la jeunesse des Français et structure leurs représentations mentales.

Charles de Gaulle et Michel Debré grandissent ainsi avec l'idée que l'Allemagne est l'ennemi naturel de la France, et leurs parents évoquent fréquemment la défaite française ainsi que la perte de l'Alsace-Lorraine. Comme c'est le cas pour bon nombre de ses contemporains, l'Allemagne a fasciné très tôt de Gaulle dans une relation duale où se côtoient aversion pour l'adversaire et admiration pour la culture et les réalisations scientifiques et techniques

⁶ Voir aussi Nikolaus BUSCHMANN, Horst CARL, Zugänge zur Erfahrungsgeschichte des Krieges. Forschung, Theorie, Fragestellung, dans: Id. (dir.), Die Erfahrung des Krieges. Erfahrungsgeschichtliche Perspektiven von der französischen Revolution bis zum Zweiten Weltkrieg, Paderborn 2001, p. 11-21.

⁷ Herbert H. HYMAN, Political Socialisation. A Study in the Psychology of Political Behavior, Glencoe 1959, p. 85.

germaniques⁸. Cette dualité persiste pendant toute sa carrière militaire et politique. Les ascendants familiaux peuvent aussi indirectement influencer sur les représentations. Par sa mère, Charles de Gaulle peut revendiquer des racines badoises. Certes, cette ascendance germanique ne saurait expliquer à elle seule une quelconque sympathie innée pour la patrie de Goethe, mais, comme le note Pierre Maillard, il n'est pas non plus exclu qu'il en ait résulté une curiosité, voire une affinité, chez un être aussi conscient de l'importance de la lignée et de l'histoire familiale⁹. Chez Debré, au contraire, les origines alsaciennes et lorraines de la famille (du côté paternel) semblent renforcer l'image d'une Allemagne belliqueuse et vindicative¹⁰. Cette image négative n'est contrebalancée par aucun aspect positif, contrairement à Charles de Gaulle qui, tout en redoutant le bellissisme allemand, admire les créations culturelles, artistiques et industrielles allemandes. Dans ses mémoires, Debré témoigne:

Ainsi, dès que la force est de son côté, le Germain est tenté d'en abuser et l'esprit de discipline des exécutants écarte toute hésitation de sa part. Ce sentiment est si fort en moi que je n'ai jamais pu admirer, l'âme en paix, le romantisme allemand, ni les grands philosophes, tant mon esprit est influencé par l'horreur de la violence dont l'impérialisme germanique a marqué son comportement à l'égard de la France et par l'arrachement de l'Alsace et de la Lorraine. J'appartiens à une génération qui ne peut oublier le martyre de milliers de Français ni le sort qu'eût réservé la victoire allemande à une France mutilée et dépecée. Je ne peux prendre un train en Allemagne sans évoquer les tragiques convois de déportés sciemment humiliés avant d'être condamnés à la torture et à la mort. Je ne peux rencontrer un Allemand sans penser à l'annexion projetée de Strasbourg, de Nancy, de Metz et de Lille¹¹.

La guerre est aussi une expérience vécue, directement ou non. Ces hommes, nés pour la majorité d'entre eux entre 1900 et 1914, font partie de ce que l'historien Jürgen Reulecke a appelé la »Jahrhundertgeneration«¹², cette génération du siècle marquée par deux guerres mondiales. Charles de Gaulle, Ludwig Erhard et Roland de Margerie sont nés à la fin du XIX^e siècle (respectivement en 1890, 1897 et 1899) tandis que les autres voient le jour entre le début du XX^e siècle et le déclenchement de la Première Guerre mondiale¹³. En dépit d'expériences personnelles différentes, ils ont grandi ou atteint l'âge

⁸ Cf. Peter SCHUNCK, Charles de Gaulle. Ein Leben für Frankreichs Größe, Berlin 1998, p. 19; Jean-Paul BLEU, L'image de l'Allemagne chez Charles de Gaulle avant juin 1940, dans: Études gaulliennes 17/5 (1977), p. 59–67, ici p. 59.

⁹ Pierre MAILLARD, De Gaulle et le problème allemand. Les leçons d'un grand dessein, Paris 2001, p. 14.

¹⁰ Michel DEBRÉ, Trois républiques pour une France. Mémoires: Combattre, Paris 1984, p. 17–20.

¹¹ Ibid., p. 71.

¹² Jürgen REULECKE (dir.), Generationalität und Lebensgeschichte im 20. Jahrhundert, München 2003.

¹³ En 1903 pour Klaiber, 1904 pour Kiesinger, 1905 pour Seydoux, 1907 pour Maurice Couve de Murville, 1910 pour Schröder, 1911 pour von Braun, 1912 pour Debré, et 1913 pour Brandt.

adulte durant la Première Guerre mondiale, ont été socialisés dans le contexte politique et économique instable de l'entre-deux-guerres et ont été confrontés à la montée des nationalismes et des totalitarismes fasciste et national-socialiste, dans les années 1930, puis à une nouvelle guerre mondiale.

Charles de Gaulle et Ludwig Erhard, qui ont tous deux combattu pendant la Grande Guerre, durant laquelle ils ont été blessés, représentent la »Jugendfrontgeneration«. Erhard conservera d'ailleurs de ses blessures une légère claudication. Les autres font partie de cette »Kriegsjugendgeneration« qui n'a certes pas participé directement aux combats, mais dont la guerre a marqué l'enfance¹⁴. Cependant, contrairement à l'expérience de la résistance au nazisme qui crée des affinités entre Charles de Gaulle et Willy Brandt et nourrit une admiration réciproque, la participation de De Gaulle et d'Erhard à la guerre de 14–18 n'est jamais évoquée entre les deux hommes et ne constitue pas un facteur de rapprochement. Or, selon Roland de Margerie, Erhard, »gravement blessé pendant la Première Guerre mondiale, aime qu'on le lui rappelle: il ressemble en cela à beaucoup d'Allemands pour lesquels les souvenirs de 1914 créent entre eux et nous un lien beaucoup plus qu'ils ne creusent un fossé«¹⁵.

Au souvenir des combats de 1914–1918 s'ajoute chez certains Allemands, tel Gerhard Schröder, celui des bombardements, puis de l'occupation imposée par le traité de Versailles, car sa famille a entre-temps emménagé à Trèves, qui se trouve dans la partie de la Rhénanie occupée par les troupes françaises. À l'instar de la plupart de ses contemporains, l'occupation est vécue comme une humiliation, mais, pour son biographe, Schröder n'a jamais exprimé d'autre intention qu'un révisionnisme pacifique¹⁶. L'occupation constitue pourtant un évènement marquant pour le jeune Schröder, car son père, qui s'est joint au mouvement de résistance passive pour protester contre les revendications françaises, est arrêté au printemps 1923 et la famille se voit intimer l'ordre de quitter la ville dans les vingt-quatre heures. Les Schröder trouvent refuge en Hesse avant de retourner à Trèves en 1924. Gerhard Schröder a-t-il alors rencontré Charles de Gaulle qui s'y trouve aussi, comme le veut la légende? Le fait, s'il n'est pas avéré, n'est pas non plus improbable. Certains des contemporains de Schröder n'ont d'ailleurs pas hésité à établir un lien entre ses souvenirs de jeunesse et son attitude réservée à l'égard de la France dans les années 1960¹⁷. La défaite allemande puis l'occupation de la Ruhr par les Français constituent

¹⁴ Cf. Ulrich HERBERT, *Generationenfolge in der deutschen Geschichte des 20. Jahrhunderts*, dans: REULECKE, *Generationalität*, p. 95–114, ici p. 97.

¹⁵ Maurice VAÏSSE (dir.), *Documents diplomatiques français [DDF]*, 1963 I, Doc. 199, p. 514.

¹⁶ Cf. Torsten OPPELLAND, *Gerhard Schröder. Politik zwischen Staat, Partei und Konfession*, Düsseldorf 2002, p. 31.

¹⁷ Horst OSTERHELD, *Außenpolitik unter Bundeskanzler Erhard 1963–1966. Ein dokumentarischer Bericht aus dem Kanzleramt*, Düsseldorf 1992, p. 244; AD/MAE, Archives orales, 3^e entretien avec Christian d'Aumale, 24 février 1992.

également pour le jeune Kiesinger un éveil à la politique et embrasent ses sentiments patriotiques¹⁸.

Tous ont cependant atteint l'âge adulte quand éclate la Seconde Guerre mondiale et que la France et l'Allemagne s'affrontent de nouveau. La plupart d'entre eux occupent déjà des postes à responsabilité et font des choix personnels et professionnels très différents. Trois hommes seulement, Charles de Gaulle, Willy Brandt et Michel Debré, choisissent tôt la voix ardue et dangereuse de la résistance. Aussitôt après la défaite française de juin 1940, le général de Gaulle s'envole pour Londres d'où il lance son fameux appel du 18 juin et organise la Résistance française. Michel Debré, qui est fait prisonnier en 1940 et interné au camp d'Autun, dont il s'évade peu après, s'engage dans la Résistance intérieure après la signature de l'armistice en utilisant son poste de conseiller d'État comme couverture. En 1943, il est contraint d'entrer dans la clandestinité totale et est chargé de mettre en place les prémices d'une structure politique et administrative en vue de la libération¹⁹. Chez ce dernier, la dimension idéologique est bien plus importante que chez de Gaulle pour expliquer l'engagement personnel et politique dans la Résistance²⁰. Pour Debré, celui-ci est avant tout une réaction contre le national-socialisme. À la fin de la guerre, il n'est donc guère surprenant qu'il exige que la France ait »les moyens d'imposer les mesures territoriales et politiques qu'exigeaient à la fois l'assurance qu'aucune invasion germanique ne serait plus possible et l'organisation d'une Allemagne nouvelle et pacifique. Voire des futures »Alleagnes«²¹. Il prône en outre le détachement de la Sarre et son rattachement économique et monétaire à la France.

De Gaulle, qui ne croit guère en la durée des idéologies, pas plus nazie que communiste, ne considère pas, de prime abord, l'Allemagne hitlérienne comme une adversaire idéologique. Celle-ci est d'ailleurs absente des premiers tomes de ses mémoires de guerre où les relations conflictuelles avec les alliés anglo-saxons prédominent. Il voit toutefois dans le régime hitlérien une confirmation flagrante des travers de la nation allemande, si prompte à se laisser séduire par »un inconnu qui représentait l'aventure, promettait la domination et dont la voix passionnée remuait ses instincts secrets«²².

Pour Willy Brandt, l'exil est antérieur au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. C'est l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler en janvier 1933 qui le contraint à l'exil politique. Au printemps 1933, Brandt s'installe en Norvège pour y établir une base de résistance social-démocrate contre le nazisme. En 1940, l'invasion de la Norvège par les troupes allemandes le contraint à

¹⁸ Kurt Georg KIESINGER, *Dunkle und helle Jahre. Erinnerungen 1904–1958*, Stuttgart 1989, p. 61–62.

¹⁹ Cf. DEBRÉ, *Combattre*, p. 189–228.

²⁰ Knut LINSEL, *Charles de Gaulle und Deutschland*, Sigmaringen 1998, p.143.

²¹ Michel DEBRÉ, *Trois républiques pour une France. Mémoires: Agir*, Paris 1988, p. 64–65.

²² Charles DE GAULLE, *Mémoires de guerre*, vol. III: *Le salut 1944–1946*, Paris 1959, p. 210.

s'installer en Suède, pays neutre, où il poursuit sa carrière de journaliste tout en soutenant activement la résistance norvégienne jusqu'à la fin de la guerre. Malgré leurs sensibilités politiques différentes, l'estime réciproque que se portent de Gaulle et Brandt trouve indéniablement sa source dans leur passé commun de résistant et leur expérience partagée de l'exil²³, voire aussi un certain non-conformisme, comme le suggère Maurice Vaïsse²⁴.

D'autres s'accommodent pour un temps du régime vichyste ou nazi. C'est le cas de Maurice Couve de Murville, qui occupe les fonctions de directeur des Finances extérieures et des Changes de 1940 à 1942, fonction dans laquelle il fait partie de la délégation française chargée de négocier l'armistice avec l'Allemagne nazie. Ce n'est qu'après le débarquement des Alliés en Afrique du Nord à la fin de l'année 1942 que Couve de Murville quitte la France pour rejoindre Alger où s'est installé le gouvernement provisoire de la République française. Après un passage dans les services du général Giraud, Couve de Murville se rapproche du général de Gaulle et devient commissaire aux Finances dans le Comité de la libération nationale au printemps 1943. Sa rapide ascension dans les milieux gaullistes peut paraître surprenante compte tenu de ses états de services sous Pétain et Giraud; cependant, loin de le desservir, son passé vichyssois et giraudiste confère du poids à ses avis. Le parcours de François Seydoux est similaire. Nommé directeur-adjoint au cabinet du vice-président du Conseil puis envoyé à Budapest (1941-1942), il rompt avec les autorités de Vichy à la fin de l'année 1942. Il rejoint alors la Résistance et devient membre du bureau d'études clandestin mené par Jean Chauvel. À cet égard, il est intéressant de noter que les plus fervents gaullistes ne sont pas uniquement les résistants de la première heure.

Parmi les Allemands, Erhard est le seul à n'avoir adhéré à aucune institution national-socialiste, y compris au parti nazi, le Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei (NSDAP). Il peut cependant poursuivre sa carrière d'abord dans un institut de recherches économiques puis en fondant son propre institut d'observation économique. Il prône déjà un savant mélange entre libéralisme économique et dirigisme étatique, principes qui se retrouvent sous une forme quasi inchangée dans l'économie sociale de marché qu'il développe après-guerre.

Schröder adhère tôt au parti nazi afin d'obtenir un poste d'assistant à l'université de Bonn lui permettant de financer ses études. Cependant, il ne saurait être soupçonné de complaisance nazie, comme le souligne son

²³ Archiv der sozialen Demokratie [AdsD], Nachlass [NL] Brandt, Mappe Nr. 10, Aufzeichnung von Stephan Thomas betr. Gespräch mit Graf d'Aumale am 14. Dezember 1966, 17.12.1966; Willy BRANDT, *Begegnungen und Einsichten. Die Jahre 1960-1975*. Hamburg 1976, p. 132.

²⁴ Maurice VAÏSSE, *De Gaulle et Willy Brandt: deux non-conformistes au pouvoir*, dans: Horst MÖLLER, Maurice VAÏSSE (dir.), *Willy Brandt und Frankreich*, Munich 2005, p. 103.

biographe Torsten Oppelland²⁵. Pour preuve, Schröder noue des relations étroites avec l'Église confessante, opposée aux persécutions des juifs, du pasteur Martin Niemöller, et il est engagé en 1936 dans un cabinet d'avocats dont la majorité des membres est d'origine juive. En 1941, il épouse une jeune femme qui, selon la législation raciale de Nuremberg promulguée en 1935, est à demi juive. Après son mariage, il quitte le NSDAP et est incorporé en septembre 1939 dans la Wehrmacht avec le simple grade de caporal, son mariage et sa rupture d'avec le NSDAP bloquant tout avancement.

Kiesinger, encarté au NSDAP quelques mois à peine après l'arrivée au pouvoir d'Hitler, occupe de 1940 à 1945 un poste à la direction des Affaires culturelles de l'*Auswärtiges Amt*, dirigé par Joachim von Ribbentrop. Curieusement, le passé de Kiesinger ne paraît pas avoir eu d'influence notable sur ses relations avec le général de Gaulle. À ce sujet, Pierre Maillard, ancien conseiller diplomatique du président français, relève que de Gaulle »feignit d'ignorer le passé peut-être pas tout à fait exempt de sympathie nazie de Kiesinger pour se concentrer sur les problèmes concrets du présent«²⁶. Les fiches biographiques établies par le Quai d'Orsay montrent cependant que l'engagement politique du chancelier à cette époque n'est pas sans susciter des interrogations du côté français²⁷.

Les diplomates poursuivent également leur carrière pendant la guerre. Bien que proche du général de Gaulle, qu'il accompagne à Londres peu avant la signature de l'armistice avec Hitler, Roland de Margerie ne rallie pas la France libre mais s'envole pour la Chine, où le gouvernement du maréchal Pétain vient de le nommer consul à Shanghai. Si le général de Gaulle ne lui garde pas rancune de cette défection, sa déception n'en est pas moins certaine²⁸. Manfred Klaiber occupe plusieurs postes en Afrique du Sud, Turquie et Europe dans les années 1930 et 1940. Sigismond von Braun est consul général en Éthiopie de 1938 à 1941 et passe ensuite une partie de la guerre dans un camp d'internement britannique au Kenya. Après avoir regagné l'Allemagne dans le cadre d'un échange de prisonniers, il est affecté à l'ambassade près du Saint-Siège. Après la prise de Rome par les troupes alliées, les von Braun sont les »hôtes« quelque peu forcés du pape Pie XII. À la fin de la guerre, Klaiber et von Braun quittent l'*Auswärtiges Amt* pour exercer dans le privé et la fonction publique et ne réintègrent la carrière diplomatique que dans les années 1950²⁹.

²⁵ OPPELLAND, *Politik zwischen Staat, Partei und Konfession*, p. 79.

²⁶ Pierre MAILLARD, *De Gaulle et l'Allemagne. Le rêve inachevé*, Paris 1990, p. 226.

²⁷ Voir Archives diplomatiques, ministère des Affaires étrangères [AD/MAE], Europe [EU] 1961-1970, sous-série [s/s] RFA, vol. 1380.

²⁸ Cf. Henri DESTREMEAU, *Vu du Quai. Derrière la façade*, Paris 1994, p. 220-221; Henri FROMENT-MEURICE, *Vu du Quai. Mémoires 1945-1983*, Paris 1998, p. 52; Éric ROUSSEL, *Charles de Gaulle*, Paris 2002, p. 165.

²⁹ En 1953 pour Sigismond von Braun et 1957 pour Manfred Klaiber.

1.2 Facteurs de socialisation politique

Appréhender la socialisation politique des dirigeants français et allemands requiert d'explorer, outre l'expérience commune de la guerre, les variables socioculturelles et socioprofessionnelles qui ont pu influencer sur leurs attitudes à l'égard du pays voisin. Au même titre que la famille, l'éducation et l'enseignement véhiculent un certain nombre de normes et valeurs. Comme le notait l'historien Marc Bloch, «les hommes qui sont nés dans une même ambiance sociale, à des dates voisines, subissent nécessairement, en particulier dans leur période de formation, des influences analogues»³⁰.

Les historiens ont bien montré à quel point l'antagonisme franco-allemand est prégnant dans la vie culturelle et intellectuelle des deux pays avant et après la Première Guerre mondiale³¹. L'école joue à cet égard un rôle important pour transmettre et perpétuer la tradition de l'inimitié entre les deux pays et nourrir l'esprit revanchard, comme le montre une brève nouvelle rédigée par le collégien Charles de Gaulle, dans laquelle celui-ci, devenu général, sauve la patrie de nouveau menacée par l'ennemi allemand³². Si l'on exclut de Gaulle, dont la formation est avant tout militaire, les études supérieures suivies par ces hommes correspondent au canon de la formation des élites de l'époque: droit, science politique, économie, philosophie et lettres. Les Français sont plus généralement diplômés d'une grande école fournissant les cadres techniques et militaires des grands corps d'État, à l'instar de Saint-Cyr ou de l'École libre des sciences politiques, creusets traditionnels des officiers et hauts fonctionnaires de la République. Les Allemands sortent tous diplômés de l'Université, généralement après des études de droit, l'enseignement supérieur allemand ne connaissant pas la dualité du système de l'enseignement supérieur français. Pour les diplomates de part et d'autre du Rhin, le recrutement se fait sur la base d'un concours d'entrée spécifique et sélectif³³. Erhard se distingue de ses compatriotes en ce qu'il s'oriente assez tardivement vers des études universitaires, car son père le destine dans un premier temps à reprendre le magasin familial. Les blessures dont il souffre après un combat près d'Ypres durant la Première Guerre mondiale et la longue convalescence qui s'ensuit excluent cependant toute reprise du commerce familial. Erhard s'inscrit alors

³⁰ Marc BLOCH, *Apologies pour l'histoire*, Paris 1961, p. 94.

³¹ Cf. Michael JEISMANN, *Das Vaterland der Feinde. Studien zum nationalen Feindbegriff und Selbstverständnis in Deutschland und Frankreich*, Stuttgart 1992; Michael E. NOLAN, *The Inverted Mirror. Mythologizing the Enemy in France and Germany, 1898–1914*, Oxford 2005.

³² La nouvelle est reproduite dans Charles DE GAULLE, *Lettres, notes et carnets*, vol. I: 1905–1918, Paris 1980, p. 13–29.

³³ Sur la formation des diplomates, voir Georges-Henri SOUTOU, *Les élites diplomatiques françaises et allemandes au XX^e siècle*, dans: Rainer HUDEMANN, Georges-Henri SOUTOU (dir.), *Eliten in Frankreich und Deutschland im 19. und 20. Jahrhundert. Strukturen und Beziehungen*, vol. I, Munich 1994, p. 303–314.

à l'école de commerce de Nuremberg tout juste fondée. Son diplôme obtenu en 1922, il s'inscrit à l'université de Francfort, où il suit notamment les cours du professeur Franz Oppenheimer, dont les idées influenceront sa pensée économique³⁴.

Les études se font essentiellement dans le pays d'origine, conformément à l'époque, où il est encore rare d'aller étudier à l'étranger. Schröder, qui étudie un semestre à l'université d'Édimbourg en Écosse, et de Gaulle, qui effectue à l'été 1908 un court séjour linguistique en Allemagne en vue de préparer le concours d'entrée de Saint-Cyr, sont les seuls à avoir acquis une (courte) expérience hors des frontières nationales dans le cadre de leurs études. Il serait certes trop rapide d'établir un lien entre ces séjours et la supposée anglophilie du futur ministre des Affaires étrangères allemand ou la germanophilie du futur président français; liens que certains de leurs contemporains n'hésitent toutefois pas à établir. Ainsi Seydoux attribue-t-il la distance de Schröder à l'égard de la France à «une sorte d'incompréhension, résultat d'une formation orientée vers les pays anglo-saxons»³⁵. Mais il est en tout cas probable que les deux hommes y ont acquis une connaissance plus approfondie de la vie culturelle et politique du pays. Néanmoins, pour la majorité des futurs dirigeants, la confrontation avec les réalités du pays voisin se fait essentiellement après l'entrée dans la vie active, c'est-à-dire à une période relativement tardive de leur formation intellectuelle.

À l'exception d'Erhard et de Schröder, qui connaissent peu la France et sont plus familiers avec la culture anglo-saxonne³⁶, la plupart des responsables ont eu l'occasion de se familiariser au début de leur carrière professionnelle avec le pays voisin. La plupart des biographes et contemporains du général de Gaulle ont souligné l'importance centrale de l'Allemagne dans la formation intellectuelle, militaire et politique du futur président français³⁷. Fait prison-

³⁴ Cf. Ludwig ERHARD, Franz Oppenheimer, dem Lehrer und Freund, dans: HOHMANN, SCHRÖDER (dir.), Ludwig Erhard, Gedanken aus fünf Jahrzehnten, Reden und Schriften, p. 858–864. Voir aussi Volker HENTSCHEL, Ludwig Erhard. Ein Politikerleben, Landsberg 1996, p. 15–17; Daniel KOERFER, Ludwig Erhard (1897–1977), dans: Torsten OPPELLAND, Deutsche Politiker 1949–1969, Bd. I, Darmstadt 1999, p. 153.

³⁵ François SEYDOUX, Mémoires d'outre-Rhin, Paris 1975, p. 282.

³⁶ Cf. *ibid.*; Maurice COUVE DE MURVILLE, Une politique étrangère 1958–1969, Paris 1971, p. 242–243, 250.

³⁷ Voir, pour les historiens, Jean LACOUTURE, De Gaulle, vol. II: Le politique 1944–1959, Paris 1984, p. 289; Peter SCHUNK, De Gaulle et ses voisins allemands jusqu'à la rencontre avec Adenauer. Le problème politique et militaire d'une vie, dans: De Gaulle en son siècle, éd. par l'institut Charles-de-Gaulle, vol. V, Paris 1992, p. 325–341, ici p. 326; *Id.*, Charles de Gaulle, Ein Leben für Frankreichs Größe, Berlin 1998, p. 15; BLEU, L'image de l'Allemagne, p. 59; LINSEL, Charles de Gaulle und Deutschland, p. 9. Pour les contemporains, on se reportera à Pierre MAILLARD, La politique allemande du général de Gaulle à l'égard de l'Allemagne (1964–1968), dans: Joseph JURT (dir.), Von der Besatzungszeit zur deutsch-französischen Kooperation, Fribourg-en-Brisgau 1993, p. 50–60; ici p. 53; Bernard TRICOT, Mémoires, Paris 1994, p. 257.

nier en 1916, Charles de Gaulle passe deux ans dans les prisons allemandes avant d'être libéré en décembre 1918. Il met à profit sa captivité pour parfaire ses connaissances linguistiques, mais aussi approfondir sa connaissance de l'histoire et de la littérature allemande. Les réflexions qu'il en tire se retrouvent notamment dans les ouvrages qu'il publie dans l'entre-deux-guerres. Dans les années 1920, de Gaulle séjourne de nouveau en Allemagne, à Trèves, où il occupe à deux reprises des postes militaires. De ses observations *in situ* il tire « La discorde chez l'ennemi », ouvrage dans lequel il analyse les causes de la défaite allemande. Il ne retourne en Allemagne qu'en mai 1945 alors qu'il effectue un voyage dans la zone française d'occupation en tant que chef du gouvernement provisoire. La découverte d'un pays en ruine lui fait prendre conscience de l'anéantissement physique et moral de l'Allemagne³⁸. L'effondrement de l'Allemagne est tel qu'elle ne représente plus un danger immédiat. Dès lors, l'entente entre les deux pays est possible. De fait, sans changer fondamentalement, la vision que le général de Gaulle a de l'Allemagne s'adapte aux réalités géopolitiques d'un après-guerre caractérisé par la division allemande et les débuts de la guerre froide entre les deux superpuissances américaine et soviétique.

Ni Couve de Murville ni Debré n'effectuent de séjours en Allemagne, mais ils ont néanmoins l'occasion d'être confrontés aux problèmes allemands au cours de leur carrière. Dans les années 1930, Couve de Murville, alors employé au Mouvement général des fonds, est chargé d'évaluer la masse monétaire des francs français en circulation dans la Sarre, en passe d'être rattachée à l'Allemagne après le plébiscite de 1935; puis il s'occupe des aspects financiers dans les négociations sur l'arrangement commercial apurant les contentieux accumulés depuis la cessation du paiement des réparations et l'échec des plans Young et Dawes. Couve de Murville retrouve l'Allemagne en 1956 lorsqu'il quitte l'ambassade de Washington pour celle de Bonn, où le gouvernement Mollet vient de le nommer. Cette nomination, qui vise notamment à l'éloigner de la capitale américaine compte tenu de son scepticisme face à l'expédition franco-britannique de Suez, comble cependant l'une de ses ambitions. Dans l'espoir de succéder un jour à André François-Poncet, Couve de Murville aurait même pris des cours d'allemand alors qu'il était encore en poste au Caire³⁹. À l'instar du général de Gaulle, Couve de Murville est persuadé que le dialogue franco-allemand est essentiel pour la construction européenne. Selon Paul-Marie de La Gorce, « sa culture, sa formation, son expérience l'avaient, sans aucun doute, convaincu de la commune appartenance de la France et de l'Allemagne à la même civilisation »⁴⁰.

L'Allemagne n'est pas non plus une *terra incognita* pour Michel Debré,

³⁸ Cf. GAULLE, *Le salut*, p. 247.

³⁹ PAAA, B24, Bd. 292, *Aufzeichnung betr. Maurice Couve de Murville*, Paris, 13.06.1956.

⁴⁰ Paul-Marie DE LA GORCE, *Maurice Couve de Murville et la politique de la France*, dans: *Espoir* 216 (2001), p. 37-51, ici p. 46.

qui a pu se familiariser avec les questions allemandes au début de sa carrière. À la fin de 1946, il est nommé par le gouvernement de Léon Blum à la tête d'une mission de coordination sur le rattachement économique de la Sarre et chargé d'étudier le problème sarrois. Il est ensuite promu secrétaire général aux Affaires allemandes et autrichiennes (SGAA) dans le gouvernement de Paul Ramadier. Outre qu'il lui restera de son passage au SGAA, selon son propre aveu, un intérêt passionné pour les affaires allemandes, Debré en tire la conclusion que le passé rend le rapprochement entre les deux pays indispensables pour l'établissement d'une paix durable sur le continent européen. Dans ses notes au général de Gaulle, dont il est un fervent supporteur depuis leur première rencontre en 1944, il préconise un accord européen sur l'économie, la politique et la défense dont la base serait une entente avec la nouvelle Allemagne, autrement dit la république fédérale d'Allemagne, car il estime désormais que «c'est la réconciliation entre la France et l'Allemagne qui ouvre les portes de l'avenir»⁴¹. Vis-à-vis de l'Allemagne, la méfiance est donc, chez Debré, une constance qui n'exclut pas l'idée d'une entente franco-allemande, condition essentielle à la construction européenne.

Quant à Willy Brandt, il avoue connaître mieux la France et sa culture que le monde anglo-saxon⁴², même s'il ne peut complètement désavouer les préjugés français selon lesquels, de par ses origines nordiques (il est né à Lubeck dans le Nord de l'Allemagne), il «avait des affinités scandinaves et anglo-saxonnes qu'il ne dissimulait pas»⁴³. Dans les années 1930, Brandt, qui parcourt l'Europe pour maintenir le contact entre les diverses antennes du mouvement socialiste, se rend à plusieurs reprises en France, où il séjourne notamment à Paris dans le Quartier latin. Ses séjours lui permettent de se familiariser avec l'histoire et la culture françaises⁴⁴. Selon Peter Merseburger, le Paris des années 1930 est pour Brandt un «europäisches Erlebnis»⁴⁵. Si l'on en croit Brandt lui-même, ces divers séjours conditionnent son image de la France⁴⁶, encore que celle-ci n'occupe pas à cette époque une place privilégiée dans sa pensée politique⁴⁷.

Kiesinger, lui, a l'occasion de découvrir la France au cours de voyages qu'il effectue à l'été 1940 dans le cadre de ses fonctions à l'Auswärtiges Amt, pendant lesquels il assiste à la débâcle française face à l'avancée des troupes alle-

⁴¹ DEBRÉ, *Combattre*, p. 72.

⁴² Willy BRANDT, *Links und frei. Mein Weg 1930–1950*, Hambourg 1982, p. 135; *Id.*, *Begegnungen und Einsichten*, p. 130.

⁴³ COUVE DE MURVILLE, *Une politique étrangère*, p. 504.

⁴⁴ Cf. BRANDT, *Begegnungen und Einsichten*, p. 130; BRANDT, *Links und frei*, p. 129–130.

⁴⁵ Peter MERSEBURGER, *Willy Brandt 1913–1992: Visionär und Realist*. Stuttgart 2002, p. 109.

⁴⁶ Willy BRANDT, *Mémoires*, Paris 1990, p. 7; *Id.*, *Begegnungen und Einsichten*, p. 130.

⁴⁷ Einhard LORENZ, *Willy Brandt, Frankreich und die Emigration*, dans: MÖLLER, VAÏSSE (dir.), *Willy Brandt und Frankreich*, p. 29–40, ici p. 29.

mandes⁴⁸. Ses bonnes connaissances du français, qu'il a appris au lycée, sont fort utiles après la guerre, car devenu directeur de l'Union chrétienne-démocrate du Land de Württemberg-Hohenzollern en 1948, il doit traiter avec les autorités françaises d'occupation, avec qui il entretient des rapports corrects et polis si l'on en croit ses mémoires⁴⁹.

Les grandes et prestigieuses ambassades de Paris et de Berlin sont un passage obligé de la formation professionnelle des diplomates et futurs ambassadeurs de part et d'autre du Rhin. Tous les futurs ambassadeurs sont affectés pour leur premier ou second poste dans l'une ou l'autre des capitales pendant l'entre-deux-guerres. Margerie occupe entre 1923 et 1925 divers postes à l'ambassade de France à Berlin, où son père est ambassadeur (1922–1931); Seydoux y exerce les fonctions de deuxième secrétaire de 1933 à 1936 et se spécialise plus particulièrement dans les questions allemandes. Avant d'entrer au Quai d'Orsay, Seydoux a également travaillé à l'été 1925 au haut-commissariat de la République française en Rhénanie et, deux ans plus tard, il est à Berlin où il est employé dans l'un des organismes chargés de l'application du Plan Dawes⁵⁰. Frais émoulu du concours d'entrée au ministère des Affaires étrangères, Seydoux est affecté à la délégation française à la Société des nations, ce qui lui permet de se familiariser avec les grandes questions internationales, parmi lesquelles l'Allemagne occupe une place de choix. Par ailleurs, issus tous deux de la noblesse, ils semblent jouir d'un réseau développé dans les milieux aristocratiques allemands, d'où sont encore issus une grande partie des diplomates. Après la guerre, l'Allemagne retrouve une place prépondérante dans les occupations professionnelles de Seydoux qui est affecté à l'automne 1946 auprès du commissaire général pour les Affaires allemandes et autrichiennes. En 1948, il se trouve à Berlin lorsque les Soviétiques déclenchent le blocus.

Côté allemand, Manfred Klaiber est secrétaire de légation à l'ambassade d'Allemagne en France de 1929 à 1933 tandis que Sigismond von Braun, qui a par ailleurs étudié dans un lycée français, est affecté à Paris comme attaché d'ambassade dans les années précédant la guerre de 1939–1945. Celui-ci entretient en outre de bons rapports avec de nombreuses personnalités françaises impliquées dans les relations franco-allemandes, à l'instar de François Seydoux, qu'il a notamment côtoyé dans ses fonctions aux Nations unies après 1945. Ces contacts faciliteront ultérieurement le rapprochement franco-allemand.

En outre, les paramètres socioculturels, tels que la religion, les connaissances linguistiques, culturelles et historiques, peuvent jouer un rôle prépondérant, car ils conditionnent la capacité qu'ont ces hommes à faire évoluer des représentations héritées de leur milieu familial et social, et à les adapter à une réalité nouvelle ou perçue comme telle.

⁴⁸ KIESINGER, *Dunkle und helle Jahre*, p. 221.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 351.

⁵⁰ SEYDOUX, *Mémoires d'outre-Rhin*, p. 24–25.

La religion est un paramètre socioculturel influant à des degrés divers sur les représentations. Si son influence paraît limitée du côté français, il est intéressant de noter que, du côté allemand, les dirigeants de confession catholique sont plus souvent francophiles que leurs coreligionnaires protestants. À ce titre, Kiesinger, qui voit le jour en Souabe, perpétue la tradition des liens étroits entre la France et les pays catholiques allemands limitrophes, tout en s'inscrivant dans la droite lignée du rhénan Adenauer. Cette proximité géographique et religieuse et les affinités culturelles, réelles ou imaginées, qui en résultent constituent un facteur de rapprochement. Charles de Gaulle lui-même estimait qu'en raison des liens historiques existant entre la France et la Rhénanie, un homme comme Adenauer ne pouvait avoir qu'une inclination plus marquée pour l'Ouest de l'Europe, c'est-à-dire en priorité la France. Au contraire, Schröder et Erhard, tous deux de confession protestante, font preuve d'une distance plus grande envers le voisin français.

La langue étant un vecteur privilégié de la culture, le facteur linguistique influe également sur les rapports au pays voisin. À la différence d'Erhard et de Schröder qui ne parlent pas le français et de Margerie et Seydoux qui maîtrisent parfaitement l'allemand, la plupart des futurs responsables français et allemands ont appris la langue de Chateaubriand ou celle de Goethe pendant leurs études. C'est souvent leur première langue étrangère. Si leur maîtrise de la langue reste souvent très académique⁵¹, elle permet néanmoins à Charles de Gaulle, Willy Brandt, et Kurt Georg Kiesinger de converser en français ou en allemand lors de leurs entretiens. Les interprètes ne sont présents que pour prendre des notes et intervenir ponctuellement pour résoudre des problèmes de traductions⁵². Cela n'empêche pas Brandt de s'entretenir en anglais avec Couve de Murville lorsqu'ils occupent tous deux le poste de ministre des Affaires étrangères dans la seconde moitié des années 1960⁵³. Les Français apprécient en particulier l'excellente connaissance de la langue et de la littérature française de Kiesinger. Ils sont séduits par le côté charmeur et bon rhéteur de ce «Wurtembourgeois de bonne bourgeoisie, [qui] avait de l'autorité, de l'éloquence, de la culture, connaissait notre langue, davantage encore notre littérature»⁵⁴. De plus, sa supposée francophilie est renforcée par son appartenance au parti chrétien-démocrate, réputé «plutôt continental et proche du voisin français»⁵⁵.

Chez Margerie, et plus encore chez Seydoux, dont les pères ont occupé tous deux le poste d'ambassadeur à Berlin et œuvré en faveur de la collabo-

⁵¹ TRICOT, *Mémoires*, p. 257; SEYDOUX, *Mémoires d'outre-Rhin*, p. 215.

⁵² BRANDT, *Mémoires*, p. 207–208; Egon BAHR, *Zu meiner Zeit*, Munich ²1996, p. 171; MERSEBURGER, *Visionär und Realist*, p. 504; Klaus HOFF, Kurt Georg Kiesinger. *Die Geschichte seines Lebens*, Francfort/M. 1969, p. 139.

⁵³ BRANDT, *Begegnungen und Einsichten*, p. 133.

⁵⁴ COUVE DE MURVILLE, *Une politique étrangère*, p. 274.

⁵⁵ *Ibid.*

ration franco-allemande pendant l'entre-deux-guerres, l'histoire familiale les prédispose à un intérêt particulier pour l'Allemagne, et leur compétence interculturelle et leur bilinguisme les placent presque naturellement, dans une position de médiateur entre les deux pays. Les mémoires de Seydoux, né à Berlin, témoignent de la place centrale qu'occupe l'Allemagne dans sa formation intellectuelle et, plus tard, dans sa carrière professionnelle⁵⁶. Son engagement professionnel et personnel en faveur de l'entente entre la France et l'Allemagne sera d'ailleurs récompensé en 1970 par le prix Charlemagne, l'une des plus hautes distinctions franco-allemandes.

Les Français, bien plus que les Allemands, se montrent particulièrement sensibles aux connaissances culturelles, notamment littéraires, de leurs interlocuteurs et ne manquent pas de le relever lorsque l'un d'eux montre quelques connaissances approfondies de la littérature française. Sans doute est-il excessif de voir dans l'absence de pratique du français de Erhard et de Schröder la raison des défiances françaises à leur égard lorsque ceux-ci occupent le poste de chancelier et de ministre des Affaires étrangères de 1963 à 1966, mais peut-être les choses eussent-elles été sensiblement différentes si les deux hommes avaient pu disserter sur les mérites de tels ou tels écrivains ou philosophes français comme le faisait Kiesinger sur Alexis de Tocqueville.

1.3 Conclusion

Génération du siècle, les acteurs étudiés dans ce chapitre sont aussi, au regard des relations franco-allemandes, une génération de transition qui tourne la page de l'inimitié entre la France et l'Allemagne pour jeter, après 1945, les bases d'un partenariat toujours plus étroit, devenu depuis un axiome de la politique extérieure des deux États. Ils appartiennent à une génération partageant un vécu commun de l'histoire entrecroisée et souvent conflictuelle de leur pays.

Si jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, la plupart d'entre eux pensent les rapports franco-allemands en terme d'inimitié, c'est que leur milieu familial, leur environnement social, leur formation intellectuelle et leur propre expérience les portent à voir dans le pays voisin le danger ou l'ennemi principal. La Seconde Guerre mondiale a valeur d'expérience générationnelle. Elle est un catalyseur en ce sens qu'elle montre la nécessité de surmonter l'antagonisme franco-allemand par et pour la construction de l'Europe.

En dépit de la diversité des expériences personnelles liées à la guerre (combats en tant que soldat, activités de résistance, emprisonnement, exil, occupation, etc.), la guerre constitue un vécu partagé et un point de référence

⁵⁶ SEYDOUX, Mémoires d'outre-Rhin.

obligé qui explique en majeure partie la volonté de ces hommes de construire l'Europe et de substituer à cet effet entre la France et l'Allemagne les principes d'entente et de coopération à ceux de représailles et d'antagonisme. En cela, les responsables de part et d'autre du Rhin font preuve du même pragmatisme que les hauts fonctionnaires européens en poste dans les années 1950 dans la Haute Autorité de la Communauté économique du charbon et de l'acier⁵⁷. La guerre de 1939–1945 est une expérience historique commune à valeur de césure qui rend caduque la notion d'antagonisme franco-allemand dans laquelle ils ont été socialisés. Dès lors, le rapprochement et la réconciliation avec l'ennemi d'antan sont possibles.

Cependant, la conversion à l'entente franco-allemande ne va pas de soi et elle n'est souvent que progressive. Elle est le fruit d'un cheminement politique et intellectuel influencé en partie par la connaissance du pays voisin qu'ils ont pu acquérir au cours de leur carrière. Elle est aussi, voire surtout, le résultat des forces profondes, guerre froide, menace soviétique et marginalisation politique et économique de l'Europe face aux deux superpuissances, qui, après 1945, poussent la France et l'Allemagne à se réconcilier et à coopérer. Mais, si ce sont des hommes qui ont permis et facilité le rapprochement franco-allemand, les mécanismes de consultations créés par le traité de l'Élysée pour organiser formellement le travail en commun des deux pays sont également un élément fondamental de la pérennité et de la solidité de la relation bilatérale.

⁵⁷ Cf. SEIDEL, *The Process of Politics in Europe*, p. 40–42.